



Fiche d'information

Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs

Aperçu :

- Le 13 juin 2009, la secrétaire d'État des États-Unis, Hillary Rodham Clinton, et le ministre canadien des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, ont annoncé que l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs serait renégocié.
- L'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs (ARQEGL) est la principale entente, conclue entre les États-Unis et le Canada, concernant la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.
- L'Accord se situe dans le cadre du Traité des eaux limitrophes canado-américain, signé en 1909, et maintenant centenaire. L'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs initial a été conclu en 1972.
- L'Accord vise à « restaurer et préserver l'intégrité physique, chimique et biologique des eaux de l'écosystème du bassin des Grands Lacs ». L'Accord contient 15 articles et 17 annexes décrivant les buts, les objectifs et les programmes des deux pays.
- Le Traité des eaux limitrophes et l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs sont tous deux considérés comme des modèles à suivre pour deux pays partageant des eaux et désirant travailler de concert. La récente annonce au sujet de la révision de l'Accord reflète fidèlement le consensus croissant qui favorise une révision de l'Accord pour tenir compte des nouveaux défis qu'affrontent les lacs, notamment le changement climatique, les produits chimiques émergents et l'urbanisation. Un grand nombre des concepts, objectifs et priorités de l'Accord exigent une mise à jour.
- La négociation et la mise en œuvre de l'Accord exigent l'implication des maires des villes des Grands Lacs en vue de tenir compte du rôle important des municipalités à l'égard de la protection des lacs. Les maires demanderont que soit ajouté un mécanisme permettant à la voix des gouvernements locaux de se faire entendre pendant les négociations.
- Selon une étude des investissements en 2006 par l'AVGLSL-Commission des Grands Lacs, les gouvernements locaux investissent plus de 15 milliards de dollars annuellement pour la protection et la restauration de la ressource des Grands Lacs et du Saint-Laurent.

Histoire :

177 North State Street, Suite 500, Chicago, Illinois 60601 ~ (312) 201-4516 phone ~ (312) 553-4355 fax
www.glslcities.org

Lynn Peterson, Mayor of Thunder Bay, Chair

Richard M. Daley, Mayor of Chicago, Founding United States Chair

David Miller, Mayor of Toronto, Founding Canadian Chair



- L'ARQEGL 1972 a été mis à jour trois fois pour tenir compte des préoccupations changeantes : en 1978 (ajout de l'approche de l'écosystème / élimination virtuelle des agents polluants toxiques persistants), en 1983 (limites liées au phosphore) et 1987 (annexes axées sur les sources non ponctuelles de contaminants, les sédiments contaminés, les substances toxiques aérogènes, l'eau souterraine contaminée, et la recherche et le développement associés à chacun de ces défis).
- Depuis plusieurs années, on demande une mise à jour de l'ARQEGL, et les gouvernements ont entrepris des études limitées en 1992 et en 1999. Une grande étude de l'Accord a été entreprise par les gouvernements des États-Unis et du Canada de 2004 à 2007. Dans le cadre de celle-ci, sont intervenus plus de 350 experts, dont l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent, et un processus de consultation du public.
- Le rapport découlant de l'étude a conclu qu'il existe un besoin de mettre à jour l'Accord, et des recommandations particulières ont été formulées à cet égard, dont les suivantes :
« L'Accord doit reconnaître le rôle critique et la participation essentielle d'autres ordres de gouvernement dont : (1) tribus et Premières nations, (2) États et provinces et (3) gouvernement et autorités locaux. Ces entités devraient être impliquées dans le processus de révision et de mise en œuvre de l'Accord. »
- Pour de plus amples renseignements au sujet de l'Accord, consultez www.on.ec.gc.ca/greatlakes

Pourquoi les Grands Lacs sont-ils importants?

- Selon *World Business Chicago*, la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent est au deuxième rang des économies mondiales : cette économie régionale a en effet une valeur de plus de 4 billions de dollars. L'investissement dans cette région favorisera la relance économique à l'échelle nationale, dans les deux pays.
- La région des Grands Lacs et du Saint-Laurent compte 40 millions de Canadiens et d'Américains y vivant.
- Le système des Grands Lacs et du Saint-Laurent est la source la plus importante d'eau douce potable non seulement en Amérique du Nord mais à l'échelle mondiale, et il est estimé qu'il contient 20 pour cent des ressources en eau douce du monde entier. Alors que les ressources hydriques continuent de s'épuiser dans d'autres parties du monde, la région deviendra un endroit de plus en plus attrayant où vivre et faire affaires.
- Avec une assise manufacturière en déclin et un milieu de la recherche robuste, la région a à sa disposition une main-d'œuvre formée et la capacité novatrice de se transformer en chef

177 North State Street, Suite 500, Chicago, Illinois 60601 ~ (312) 201-4516 phone ~ (312) 553-4355 fax
www.glslicities.org

Lynn Peterson, Mayor of Thunder Bay, Chair

Richard M. Daley, Mayor of Chicago, Founding United States Chair

David Miller, Mayor of Toronto, Founding Canadian Chair



de file à l'échelle mondiale en matière de développement et de mise en œuvre de technologies vertes et d'infrastructure publique durable sur le plan de l'environnement.

- La *Brookings Institution* a calculé que le rendement sur un investissement dans la protection et la restauration des Grands Lacs pourrait s'élever à au moins 2:1.

Fiche d'information

Produits pharmaceutiques et de soins personnels

Aperçu :

De plus en plus d'éléments probants portent à croire qu'une disposition inappropriée des produits pharmaceutiques et de soins personnels pourrait porter un impact adverse sur la santé humaine et sur celle de l'écosystème des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Les produits pharmaceutiques et de soins personnels peuvent inclure les médicaments sur ordonnance et en vente libre, les médicaments vétérinaires, les produits pour les animaux de compagnie, les agents de nettoyage, les suppléments nutritionnels et les produits pour les soins de la peau.

Toile de fond :

- Les produits pharmaceutiques qui sont éliminés par la chasse d'eau ou dans les déchets peuvent aboutir dans les cours d'eau de diverses façons, notamment par l'exutoire des stations de traitement des eaux usées, les égouts, les opérations commerciales d'alimentation des animaux et l'aquaculture, le lixiviat des sites d'enfouissement et les fosses septiques.
- Une mauvaise élimination des produits pharmaceutiques et de soins personnels pose non seulement un risque à l'environnement mais peut aussi mener à l'ingestion accidentelle de ces produits, à leur emploi illégal ou à leur vol.
- Une étude de surveillance effectuée en 2002 par l'*U.S. Geological Survey* dans le cadre de laquelle ont été analysés 139 ruisseaux dans 30 États américains a révélé que des agents contaminants sont présents dans 80 pour cent de ces ruisseaux; 82 des agents contaminants ont été identifiés, et plusieurs d'entre eux étaient de nature pharmaceutique (*Koplin, D.W. et coll. 2002. « Pharmaceuticals, hormones and other organic wastewater contaminants in US streams, 1999-2000: A National Reconnaissance. » Environmental Science & Technology. 36(6): 1202-1211*).

177 North State Street, Suite 500, Chicago, Illinois 60601 ~ (312) 201-4516 phone ~ (312) 553-4355 fax
www.gslscities.org

Lynn Peterson, Mayor of Thunder Bay, Chair

Richard M. Daley, Mayor of Chicago, Founding United States Chair

David Miller, Mayor of Toronto, Founding Canadian Chair



- De grandes quantités de médicaments sur ordonnance et de produits de soins personnels sont employées. Aux États-Unis, le nombre d'achats de médicaments sur ordonnance a connu une hausse de 72 pour cent entre 1997 et 2007, et le nombre moyen de médicaments sur ordonnance vendus au détail par habitant est passé de 8,9 en 1997 à 12,6 en 2007. Au Canada, il est estimé que les pharmaciens dans les dix provinces canadiennes ont traité 453 millions d'ordonnances en 2008, une hausse de 7,1 pour cent par rapport à l'année précédente, pour 33,2 millions de Canadiens. Ceci représente une moyenne de près de 14 ordonnances par citoyen.
- Il n'existe actuellement pas de lois fédérales aux États-Unis relatives à la cueillette et à la disposition appropriées des produits pharmaceutiques et de soins personnels des particuliers. Des lignes directrices fédérales pour les consommateurs ont été publiées en 2009 par l'*Office of Drug Control Policy* sur la façon de jeter les médicaments sur ordonnance.
- Des lois sont actuellement à l'étude dans de nombreux États américains concernant la cueillette et la disposition des produits pharmaceutiques et de soins personnels, et des projets de loi, à l'étude en Floride, au Maine, au Minnesota, en Oregon et au Washington, favorisent le concept de responsabilité élargie dans le cadre duquel le producteur est responsable de gérer et de financer la cueillette et la disposition de son produit.
- Au Canada, où cet enjeu est souvent réglementé au niveau provincial, de nombreuses provinces continuent de progresser en favorisant une disposition appropriée dans le cadre d'un concept de responsabilité élargie des producteurs. Actuellement, le programme provincial le plus progressiste est celui de la Colombie-Britannique où un règlement a été adopté en 1997 demandant aux propriétaires de marques en Colombie-Britannique de fournir aux consommateurs une méthode de disposition des médicaments périmés ou inutilisés (y compris les suppléments naturels et les médicaments sans ordonnance). Les médicaments sont remis aux pharmacies locales qui participent au programme. Plus de 90 pour cent des pharmacies en Colombie-Britannique y participent. Le coût de la cueillette et de la disposition est défrayé par les propriétaires de la marque.
- Dans d'autres provinces, comme au Québec, des mesures non officielles ont été entreprises pour permettre aux consommateurs de rapporter les produits pharmaceutiques aux pharmacies locales afin d'en faire faire la disposition. Le coût lié à la cueillette et à la disposition est défrayé par les pharmacies ou par les municipalités.
- En Ontario, un règlement devrait être mis en œuvre à l'été 2009 exigeant l'administration et le paiement de la part des producteurs pour la cueillette et la disposition des produits pharmaceutiques et d'autres déchets ménagers dangereux. Il existe déjà des mesures en place pour la remise des produits pharmaceutiques aux pharmacies. Environ 90 pour cent

177 North State Street, Suite 500, Chicago, Illinois 60601 ~ (312) 201-4516 phone ~ (312) 553-4355 fax
www.glslcities.org

Lynn Peterson, Mayor of Thunder Bay, Chair

Richard M. Daley, Mayor of Chicago, Founding United States Chair

David Miller, Mayor of Toronto, Founding Canadian Chair



des pharmacies y participent.

- Les sociétés pharmaceutiques défraient déjà les coûts des programmes de retour des médicaments dans plusieurs pays dont la France, l'Italie, l'Espagne et l'Australie. Il existe également de nombreux exemples d'intendance rentable par les fabricants de divers types de produits dont les produits électroniques, les piles rechargeables, les thermostats au mercure et la peinture.
- En l'absence d'un programme à participation obligatoire pour la cueillette et la disposition par les sociétés pharmaceutiques, de nombreux gouvernements locaux ont volontairement choisi d'adopter un rôle directeur afin d'offrir aux consommateurs des possibilités de cueillette sûre et un moyen de mieux protéger leurs sources d'eau potable.
- Un sondage informel de soixante-quatre des villes membres de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent a révélé qu'un grand nombre d'entre elles mettent en branle des événements de cueillette des produits pharmaceutiques et de soins personnels, dont des événements distincts de cueillette, des points de remise permanents et les remises aux pharmacies. En fait, en 2008 seulement, 11 municipalités membres ont recueilli près de 700 000 livres de produits pharmaceutiques et de soins personnels.

Cadre concernant les produits pharmaceutiques et de soins personnels de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent :

Les membres de l'Alliance des villes croient avec conviction en un concept de responsabilité élargie des producteurs, c'est-à-dire que les fabricants de produits pharmaceutiques assument une entière responsabilité en vue d'assurer une cueillette et une disposition sûres de leurs produits. Si approprié, lorsque les municipalités ou autres mandataires entreprennent des activités de cueillette de produits pharmaceutiques, ils devraient profiter du remboursement des coûts encourus.

Le *Cadre concernant les produits pharmaceutiques et de soins personnels* de l'Alliance des villes est un programme à participation volontaire dans le cadre duquel les villes peuvent inscrire leurs activités de cueillette de produits pharmaceutiques et de soins personnels, par exemple les événements de cueillette, l'élaboration d'un programme permanent de cueillette ou la sensibilisation du public à son sujet. Le *Cadre* visera aussi à faire progresser les politiques nationales ou provinciales en matière de cueillette et de disposition des produits pharmaceutiques et de soins personnels afin d'élargir la responsabilité des producteurs à l'égard de la cueillette des produits pharmaceutiques et de soins personnels inutilisés.

Par l'entremise du *Cadre*, les villes partageront entre elles leurs pratiques exemplaires et leurs connaissances au sujet de leurs activités de cueillette et de disposition des produits pharmaceutiques et de soins personnels en vue de réaliser ces buts. Les villes feront également le

177 North State Street, Suite 500, Chicago, Illinois 60601 ~ (312) 201-4516 phone ~ (312) 553-4355 fax
www.glslcities.org

Lynn Peterson, Mayor of Thunder Bay, Chair

Richard M. Daley, Mayor of Chicago, Founding United States Chair

David Miller, Mayor of Toronto, Founding Canadian Chair



suivi des coûts liés à la participation aux programmes de cueillette de produits pharmaceutiques afin de démontrer les frais encourus au niveau municipal.

L'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent est une coalition binationale de 64 maires et d'autres représentants locaux travaillant activement auprès des gouvernements fédéraux, d'État, provinciaux, tribaux et des Premières nations et auprès d'autres intéressés pour favoriser la protection, la promotion et la restauration du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. Pour de plus amples renseignements, veuillez visiter notre site Web à l'adresse www.glslcities.org.

177 North State Street, Suite 500, Chicago, Illinois 60601 ~ (312) 201-4516 phone ~ (312) 553-4355 fax
www.glslcities.org

Lynn Peterson, Mayor of Thunder Bay, Chair

Richard M. Daley, Mayor of Chicago, Founding United States Chair

David Miller, Mayor of Toronto, Founding Canadian Chair